

A black and white photograph showing a person walking a tightrope. The person is wearing a white cap and dark clothing, and is positioned on the right side of the frame. The tightrope is a thin, dark line that stretches diagonally across the image. In the background, a large, classical-style building with a prominent pediment and columns is visible. The building's facade is light-colored, and the sky is a uniform, light gray. The overall mood is one of balance and tension.

*Deuxième partie*

**De l'esclavage  
au Black Power**



*They gave my dawg a long sentence,  
hit him with the textbook.  
Hit him with the textbook,  
he can't even read  
His family never finna go seem him,  
'cause they sent him way up to Creek  
The society corrupted we going through  
modernized slavery  
sell a black male to a plantation  
Like a slave master sell a black male  
to a plantation*

**KODAK BLACK**

## LES PRISONS SONT LES NOUVELLES PLANTATIONS

Ce texte s'inspire particulièrement de la lecture de *The new Jim Crow*, l'ouvrage de Michelle Alexander<sup>1</sup>.

Entre le XVII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècles, la traite négrière transatlantique déporte environ douze millions d'Africain·es vers le continent américain, dont au moins cinq cent mille vers les colonies britanniques. Dès le départ, des Africain·es se battent pour ne pas être capturé·es et se révoltent lors des traversées. Sur place, après des voyages éprouvants qui font de nombreux morts, les esclaves soumis·es à la terreur des planteurs dans les rizières, les champs de coton, de tabac ou de maïs. Les femmes réduites en esclavage effectuent des travaux aussi durs que les hommes, sans jamais pouvoir prétendre à des statuts intermédiaires comme celui de contremaîtres, et sont constamment exposées aux agressions sexuelles<sup>2</sup>. Vivre en tant qu'esclave signifie, en plus d'un travail harassant, le fait de passer sa vie au service d'un propriétaire et d'être un « bien meuble », pouvant être vendu ou loué. Des punitions sévères (allant jusqu'à la mort) sont régulièrement infligées et aucun droit n'est accordé concernant la filiation : les familles peuvent ainsi être disloquées au gré des ventes.

1. Michelle Alexander, *The New Jim Crow*, traduit en français sous le titre *La couleur de la justice*, Paris, Syllepse, 2017.

2. Sur l'histoire méconnue des femmes esclaves noires, voir le chapitre « Sexisme et vécu des femmes noires esclaves » de bell hooks, *Ne suis-je pas une femme?*, Cambourakis, 2015. Sur l'imbrication du sexisme et du racisme dans la construction « des discours sur la race », voir Elsa Dorlin, *La matrice de la race*, La Découverte, 2006.

## Résistances à l'esclavage

Avant la massification de l'esclavage, c'est le système de l'engagisme qui a cours : les engagés sont principalement des exilés européens pauvres, en provenance d'Angleterre, d'Irlande et d'Allemagne. L'engagement est un état de servitude volontaire, proche de l'esclavage par les conditions de vie, mais limité à une durée de six ou sept ans. Cette durée de travail est censée rembourser le prix de la traversée aux armateurs. Les engagés travaillent avec les esclaves, sans système d'apartheid. Les révoltes qui surviennent sous ce système nourrissent les inquiétudes des colons anglais quant aux alliances entre esclaves et engagés. Cette crainte explique l'augmentation du recours à des esclaves venant d'Afrique. Ne parlant pas anglais et étant moins familiers des mœurs européennes que ceux venant des Caraïbes, ils sont moins susceptibles de fomenter des révoltes et de s'associer aux migrants européens. Un « favoritisme racial » est également mis en place afin d'étendre certains privilèges aux anciens engagés blancs : on leur octroie les terres des peuples autochtones d'Amérique du Nord et le droit de posséder des esclaves. Ces mesures, en renforçant une hiérarchie sociale fondée sur le critère de la race, doivent conjurer le risque d'un soulèvement multiracial. C'est ainsi que l'engagisme disparaît au profit de l'esclavage.

Néanmoins, les esclaves mènent fréquemment des révoltes contre les colons. Entre le XVII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, l'historien marxiste Herbert Aptheker en répertorie plus de deux cent cinquante. La plus célèbre est sans doute celle de Nat Turner<sup>3</sup> en Virginie. En août 1831, cet esclave prédicateur réunit soixante-dix esclaves pour s'en prendre aux maîtres. La révolte dure deux jours : ils parviennent à tuer une soixantaine de Blancs mais échouent dans la prise d'une armurerie. La répression est impitoyable et tous les révoltés sont exécutés, tandis que des représailles conduisent à la pendaison de centaines de personnes noires dans les environs<sup>4</sup>. Bien d'autres formes de résistance

3. Voir le film *The Birth of a Nation*, 2016, de Nate Parker, qui en retrace l'histoire.

que la violence frontale ont cours: sabotages pour ralentir le travail, empoisonnements, chants au sens caché<sup>5</sup>, entraînements au combat, fuites et marronnages, maléfices, incendies de bâtiments voire, comme ultime tactique désespérée, l'infanticide, pour éviter que leurs propres enfants ne soient vendus<sup>6</sup>...

Le soulèvement des esclaves est une hantise permanente pour les propriétaires<sup>7</sup>. Malheureusement, la taille modeste des plantations et la position minoritaire des Noir-es dans le Sud des États-Unis (contrairement aux Caraïbes où les Blancs sont peu nombreux) ont segmenté les révoltes et facilité ainsi leur répression.

Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, des groupes religieux, principalement protestants, se positionnent contre l'esclavage. Ce sont d'abord des quakers, animés par un idéal égalitaire, qui interdisent l'esclavage dans leurs communautés puis fondent la première société abolitionniste au Nord en 1775. Ce mouvement, à l'origine marginal (en 1827, on compte deux cents groupes pour huit mille membres environ), commence à s'organiser autour de sociétés abolitionnistes utilisant le prêche et la pétition pour tenter d'en convaincre d'autres. Beaucoup, comme les baptistes, les méthodistes ou les puritains, défendent l'abolition au nom de l'incompatibilité entre la servitude et les enseignements du christianisme<sup>8</sup>.

Le mouvement abolitionniste est contraint de mener le combat au niveau de chacun des États car, depuis sa création,

4. À la suite de cette révolte, les États du Sud interdisent l'éducation des Noir-es, libres ou esclaves, et imposent la présence d'un homme blanc lors des services religieux.

5. Voir à ce propos le chapitre «La domination, le jeu et l'imaginaire», du livre *La domination et les arts de la résistance*, de James C. Scott, éditions Amsterdam, 2008.

6. Sur la multiplicité et la complexité des gestes de résistance des esclaves, voir Elsa Dorlin, «Les espaces-temps des résistances esclaves: des suicidés de Saint-Jean aux marrons de Nanny Town (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)», *Tumultes*, n° 27, p. 37-51, 2006.

7. En particulier depuis 1791 et la puissante révolte des esclaves de Saint Domingue.

8. Ils se réfèrent alors beaucoup à l'Épître aux Galates de saint Paul: «Il n'y a plus ici ni Juifs ni Grecs, il n'y a plus ni esclaves ni libres, il n'y a plus ni homme ni femme, mais tous sont en Jésus-Christ».

le gouvernement fédéral est tenu de s'abstenir sur toute question relative à l'esclavage. C'est donc sur le modèle des sociétés locales que l'abolitionnisme obtient ses premières victoires politiques à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle dans certains États du Nord. En revanche, dans le Sud rural et agricole où l'économie dépend constitutivement de l'esclavage, avec la culture du coton, et où vit l'écrasante majorité des personnes noires, le mouvement abolitionniste a plus de mal à percer.

## Second souffle

Malgré les premières victoires, il faut attendre les années 1830 et un second souffle d'engagement, de la part des religieux notamment<sup>9</sup>, pour que l'abolitionnisme devienne un mouvement de masse. Le nombre de sociétés antiesclavagistes croît et le mouvement gagne en force et en ambition. L'American Anti-Slavery Society, fondée en 1833 par William Lloyd Garrison regroupe ainsi jusqu'à mille trois cent cinquante groupes locaux et près de deux cent cinquante mille membres. Les premières divisions apparaissent. D'une part entre les « immédiatistes », partisans de l'abolition immédiate et sans condition, et les « gradualistes », favorables à un abandon progressif et négocié du recours aux esclaves. Et d'autre part entre ceux qui misent sur le rôle de la force et les tenants de la persuasion morale. D'autres débats traversent le mouvement sur la question de l'égalité sociale, du futur statut légal des Noirs, de la place des femmes, des liens avec les syndicats, de la pertinence du fédéralisme et du caractère inévitable de la guerre qui s'annonce avec le Sud esclavagiste.

Si certains, comme l'immédiatiste Garrison, refusent tout compromis, beaucoup ne sont pas hostiles aux propriétaires d'esclaves. Ils pratiquent le sermon et préconisent des discussions au sein de clubs de réflexions, auxquels sont parfois conviés propriétaires et marchands d'esclaves pour qu'ils se rendent compte de l'immoralité de leur commerce grâce aux

9. C'est le moment du « Second grand réveil », une vague de réveil spirituel chez les protestants étasuniens.

témoignages d'anciens esclaves. Un grand nombre de ces sociétés sont timorées. Certaines n'acceptent pas les Noir-es ni les femmes blanches dans leurs rangs. Peu à peu cependant, des personnes issues de la petite classe des Noir-es libres vivant dans les États du Nord ainsi que certaines femmes rejoignent des sociétés abolitionnistes.

Les abolitionnistes diffusent leurs idées à travers des journaux, comme *The Liberator*. Ils organisent des meetings, mènent des combats juridiques pour modifier les législations et défendent d'anciens esclaves devant les tribunaux. Ils diffusent aussi les récits des atrocités racontés par les évadé-es pour mobiliser l'opinion publique. Mais leur plus grosse réalisation est sans doute l'*Underground Railroad* : un enchevêtrement de groupes organisés, de caches, de personnes, de routes et de lieux clandestins utilisés par les esclaves évadés durant leur fuite. C'est une infrastructure d'évasion à grande échelle, permettant à plus de cent mille esclaves de rejoindre les villes du Nord, le Canada (et parfois même le Mexique). Ce réseau connaît son apogée autour de 1850 et 1860. Beaucoup d'abolitionnistes et d'anciens esclaves mettent leur vie en jeu pour en libérer d'autres. Harriet Tubman<sup>10</sup>, ancienne esclave, n'hésite pas à retourner clandestinement plusieurs fois dans les États du Sud, pistolet à la ceinture, pour faire évader des dizaines d'esclaves. Les passages s'effectuent souvent la nuit avec la complicité d'habitant-es du coin et de pasteurs. Des comités de vigilance, qui prennent en charge les fugitifs une fois arrivés au Nord, se forment dans plusieurs villes, comme Boston, Philadelphie et New York. Une bonne part du travail est accomplie par des Noirs libres habitant dans les États du Nord.

*De nombreuses figures abolitionnistes sont animées par une mission messianique. Harriet Tubman était surnommée la « Moïse noire », elle puisait sa force et son inspiration dans les récits de l'Ancien Testament notamment dans le récit de Moïse guidant les*

Missions

10. Le film *Harriet*, réalisé par Kasi Lemmons en 2019 retrace la vie et les réalisations de cette combattante.

*Juifs hors d'Égypte. Elle avait fréquemment des visions et des rêves qu'elle interprétait comme autant de signes divins de sa mission. L'abolitionniste John Brown représente lui aussi ce rapport particulier entre religion et lutte contre l'esclavage. Se sentant personnellement missionné par Dieu, il part en guerre contre le système esclavagiste au nom de l'amour universel des premiers chrétiens.*

### « Ne suis-je pas une femme ? »

L'engagement des femmes dans le mouvement abolitionniste contribue à lancer le mouvement pour les droits des femmes, notamment pour le droit de vote. Si, dans les sociétés abolitionnistes, on parle beaucoup d'égalité entre Noirs et Blancs et de l'horreur de l'esclavage, certaines femmes blanches utilisent la métaphore pour décrire leur condition : ne sont-elles pas, elles aussi, les esclaves de leurs maris ? De nombreuses femmes noires militent activement pour le droit de vote, persuadées du poids politique que pourraient avoir les femmes aux États-Unis. Sojourner Truth, ancienne esclave évadée, militante du mouvement des droits des femmes, prononce son célèbre discours en 1852 *Ain't I a woman?* (Ne suis-je pas une femme ?). Elle répond ainsi aux hommes blancs qui mettaient en avant la faiblesse des femmes pour légitimer leur exclusion du droit de vote. Elle qui travaille autant qu'un homme, qui a mis au monde cinq enfants pour voir la plupart d'entre eux vendus, est-elle faible ? Et n'est-elle pas une femme<sup>11</sup> ?

Certaines perspectives de libération pourraient s'articuler entre femmes blanches et personnes noires : autodétermination, droit de vote, accès à l'éducation, indépendance écono-

11. « Bon, les enfants, quand il y a autant de raffut quelque part, c'est qu'il y a quelque chose de chamboulé. Je crois qu'entre les Noir-es du Sud et les femmes du Nord, qui parlent tout-es de leurs droits, l'homme blanc va bientôt être dans le pétrin. » Extrait du discours de Sojourner Truth lors de la seconde convention annuelle du mouvement pour les droits des femmes, voir bell hooks, *Ne suis-je pas une femme?*, Cambourakis, p. 246, 2015.

mique, etc. Pourtant leurs intérêts divergent : certaines féministes noires rappellent la façon dont les femmes blanches ont tiré profit de l'esclavage et dont certaines approuvent les lynchages, tandis que des suffragettes blanches sudistes militent pour le droit de vote des femmes blanches, dans le but de conforter la suprématie blanche... Dans les faits, peu de féministes blanches ont engagé une réelle solidarité politique avec les femmes noires.

Dans le mouvement abolitionniste, les femmes, qu'elles soient noires ou blanches, ne sont que tolérées au sein de l'American Anti-Slavery Society : il leur est interdit de prendre part aux décisions, aux votes et d'occuper des fonctions de direction. Certaines abolitionnistes décident donc de former leurs propres groupes. À Salem, en 1832, des femmes noires fondent une société antiesclavagiste tandis qu'une quaker, Lucretia Mott, crée en 1833 la Philadelphia Female Anti-Slavery Society. En plus de militer dans les sociétés et clubs abolitionnistes, certaines agissent depuis leur lieu de travail : des ouvrières de filatures rognent sur leurs maigres salaires pour contribuer au mouvement et des institutrices blanches acceptent des enfants et des adultes noirs dans leurs écoles, déclenchant la fureur de certains parents d'élèves.

## De la fin de l'esclavage aux lois *Jim Crow*

En Europe, la demande de coton explose et les planteurs colonisent de nouveaux territoires fertiles (l'Alabama, le Mississippi ou encore la Louisiane) pour étendre les plantations. Si la traite négrière transatlantique a été abolie en 1808, les planteurs contournent l'interdiction en se lançant dans « l'élevage » d'esclaves pour les vendre dans des marchés. L'esclavage est donc loin de dépérir et le conflit entre le Nord industriel et le Sud rural s'annonce inévitable.

En 1859, un épisode illustre la radicalisation des positions dans les années précédant la guerre civile étasunienne. Il s'agit du

raid visant une armurerie fédérale, organisé par John Brown, l'un des rares abolitionnistes blancs à prendre les armes<sup>12</sup>. À partir de ce coup de main téméraire, il s'agissait de déclencher une insurrection armée avec les esclaves du Sud. L'affaire tourne court et tous finiront tués. Le jour de son exécution, un grand hommage est rendu à John Brown dans les États du Nord, renforçant ainsi la colère des sudistes. Cet épisode va tendre encore davantage les relations entre le Nord et le Sud. Les différends portent principalement sur le maintien de l'institution esclavagiste, la possibilité d'étendre l'esclavage à de nouveaux États et le respect du *Fugitive Slave Act*<sup>13</sup>.

Onze États du Sud font sécession de l'Union en 1861, déclenchant par là la Guerre de Sécession opposant le Nord, abolitionniste, et le Sud, confédéré et esclavagiste. Le conflit dure jusqu'en 1865 avec la victoire militaire du Nord. Victoire impossible sans l'enrôlement de presque deux cent mille soldats noirs dans les rangs des *Yankees*.

La fin de la guerre civile marque la fin de l'esclavage, mais cette victoire est amère. Dans le Sud, quatre millions d'esclaves sont libérés. La plupart n'ont aucune possession et sont parfois obligés de repartir se faire embaucher par leurs anciens propriétaires, dans des conditions similaires. Les promesses d'octroi de quarante acres de terrain et d'une mule pour tout soldat noir qui se battraît du côté de l'Union n'ont pas été tenues. La guerre a fait des centaines de milliers de morts des deux côtés, et une partie des habitants du Sud est terrorisée par l'accès massif à la liberté des personnes noires.

12. Pour plus d'informations sur John Brown, voir le texte de la première partie « Lettre à Michael Reinhoehl » et la série *The Good Lord Bird* de Ethan Hawke et Mark Richard, 2020.

13. Le *Fugitive Slave Act* ou loi sur les esclaves évadés, est le nom donné à une loi votée en 1850 par un congrès à majorité sudiste pour lutter contre le succès du mouvement abolitionniste et les évasions d'esclaves. Elle autorise les propriétaires et les chasseurs d'esclaves à pénétrer dans les États du Nord et à contraindre les autorités locales et fédérales à les assister dans la capture d'esclaves en fuite. Elle stipule également que toute personne aidant un fugitif en lui fournissant des soins ou même de la nourriture est passible de six mois d'emprisonnement ainsi que d'une amende de mille dollars. Une sorte de « délit de solidarité » de l'époque.

Le système économique des États du Sud, qui repose sur l'esclavage, est complètement déstabilisé, mais d'autres ressorts viennent nourrir ce sentiment de panique: l'épanouissement de l'institution de l'esclavage a fait prospérer l'idée de race. Comme l'explique Loïc Wacquant, « la division raciale était une conséquence et non une condition préalable de l'esclavage; mais une fois qu'elle fut établie, elle se détacha de sa fonction initiale et gagna une puissance sociale propre »<sup>14</sup>. Les notions de différence de races et de suprématie blanche vont s'avérer plus durables que l'institution dont elles sont issues.

*La question des réparations est un serpent de mer aux États-Unis. En avril 2021, une commission du Congrès étasunien a finalement adopté un projet de loi qui soutient le principe d'une compensation financière pour le préjudice lié à l'esclavage, qui serait payée aux descendant-es de plus de quatre millions d'esclaves que les États-Unis ont comptabilisés. Le texte devra encore passer au Congrès, puis au Sénat. Dans le troisième point de son programme d'autodéfense, le Black Panther Party soutenait l'indemnisation en espèces des descendant-es d'esclaves. La mesure soulève néanmoins de nombreuses questions: qui pourra en bénéficier? Comment prouver sa filiation? Comment s'estiment de tels préjudices? Quel sentiment de réparation ou de justice cela offre-t-il?*

*Le groupe Salish Sea Black Autonomists a publié une position tranchée sur la question en avril 2019, dans le texte « Reparations As A Verb »<sup>15</sup>: « Nous voyons cet appel à la réparation par les démocrates pour ce qu'il est: la récupération de ce qui pourrait potentiellement être une demande dangereuse pour*

## Réparations

14. Cité dans Michelle Alexander, *op. cit.*

15. Texte disponible sur [theanarchistlibrary.org](http://theanarchistlibrary.org). Le Salish Sea Black Autonomists est un groupe autonome noir situé dans la baie du nord de Seattle qui borde la mer des Salish.

*la classe dirigeante (ou un cri de guerre à une époque de révolte noire). [...] Nous sommes d'accord avec Saidiya Hartman lorsqu'elle dit: « Je refuse de croire que les revendications politiques les plus vastes ou les imaginations les plus folles de l'esclave concernent les arriérés de salaires ou l'allègement de la dette. Il y a trop de vies en danger pour recycler les formes d'appel qui, au mieux, ont permis l'émancipation limitée contre laquelle nous luttons aujourd'hui ». Nous repensons les réparations comme une action, une attaque contre l'ordre construit à partir de notre travail volé – à partir de nos vies volées – qui confine notre existence à l'esclavage, aux salaires et aux dettes, aux prisons et à la mort, non seulement il y a cinq cent ans mais aujourd'hui encore, ici et maintenant. [...] Nous pouvons exiger de l'État qu'il nous donne des terres, ou nous pouvons les libérer pour tous. Nous pouvons exiger de l'État qu'il nous donne une vie meilleure, ou nous pouvons nous en créer une et la partager nous-mêmes. Nous pouvons exiger de l'État qu'il cesse de nous tuer, ou nous pouvons agir pour nous défendre. Nous pouvons exiger de l'État, ou nous pouvons agir pour créer notre propre pouvoir autonome, notre propre libération, contre et en dehors des limites de l'État et du capital. »*

Plusieurs amendements sont ajoutés à la constitution des États-Unis après la Guerre de Sécession. Le treizième amendement abolit l'esclavage et la servitude involontaire, sauf en cas de condamnation judiciaire. Il permet de prolonger le contrôle racial sur les populations noires<sup>16</sup>. Les prisonniers deviennent alors des « esclaves de l'État<sup>17</sup> ». Neuf États du Sud adoptent la loi sur le vagabondage s'appliquant sélectivement

16. Voir à ce sujet le documentaire 13<sup>e</sup> de Ava Duvernay (2016).

17. Littéralement dans les textes de lois de certains États.

aux Noir-es et rendant illégal le fait de ne pas travailler. Chaque personne noire devait avoir sur elle une attestation écrite prouvant son emploi sous peine d'être envoyée au pénitencier du coin et mise au travail forcé. Huit de ces États autorisèrent même la location de prisonniers à des planteurs ou à des entreprises privées. Des dizaines de milliers de Noir-es furent arrêté-es arbitrairement pendant cette période-là, écrasé-es sous le poids des amendes et forcé-es à travailler pour les rembourser. La mortalité des prisonniers dans les entreprises (scieries, briqueteries, construction de chemin de fer, plantations) est alors supérieure à celle qui avait cours durant le système esclavagiste.

Dans les faits, c'est le même geste de capture qui est accompli, depuis l'arrachement brutal de personnes en Afrique, à la réduction à l'esclavage jusqu'à l'incarcération. « Capturer c'est s'emparer d'un destin » comme le note un article de la revue politique *Critique panafricaine*, qui retrace la généalogie de cette pratique et note combien les captures originelles sont, pour les Afro-Américains, « [la] préhistoire et la source d'une normalisation sans précédent de l'accaparement massif de populations noires<sup>18</sup> », notamment par le système carcéral.

En 1866, d'anciens officiers de l'armée sudiste fondent le Ku Klux Klan, directement en réaction à l'abolition de l'esclavage prononcée l'année précédente. Cette organisation suprémaciste blanche s'oppose aux droits constitutionnels précédemment obtenus. En effet, le quatorzième amendement accorde la citoyenneté à toute personne née ou naturalisée aux États-Unis et le quinzième garantit le droit de vote à tous les citoyens des États-Unis, indépendamment de « la race ou d'une condition antérieure de servitude ». « Tous les citoyens » renvoie en réalité aux hommes de plus de 21 ans uniquement. Les femmes obtiendront quant à elles le droit de vote en 1920,

18. « L'abolition de la prison: enjeu panafricain et décolonial. Généalogie de la capture », paru sur critiquepanafricaine.net, 2017. Le panafricanisme est un mouvement politique qui prône l'indépendance des États d'Afrique et la solidarité entre les peuples africains et afro-descendants.

par l'intermédiaire du vingtième amendement, mais les femmes noires seront, dans les faits, empêchées de voter. Ces amendements sont votés dans la période dite de « Reconstruction » menée par le Nord, à laquelle répond la campagne de « Rédemption » portée par les conservateurs, qui aboutira au retrait des troupes nordistes des États du Sud des troupes nordistes. En 1877, le droit de vote accordé aux hommes noirs disparaît dans les faits, à la faveur de tests d'alphabétisation ou de taxes encadrant le vote. D'autres lois promulguées instaurent la ségrégation et empêchent les Noir-es de porter une arme, de chasser, de pêcher, de posséder du bétail... Quelques années plus tard, l'État du Mississippi cesse de louer ses détenus à des entreprises pour créer son propre camp de détention, et sera imité par la suite par les autres États. Le pays connaît alors son premier boom carcéral et les détenus sont principalement de jeunes Noirs. En 1898, en Alabama, trois quarts des richesses de l'État sont produites par des prisonniers<sup>19</sup>. Ce sont des détenus qui ont construit l'essentiel du réseau routier des États-Unis.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, avec la mise en place du système Jim Crow<sup>20</sup>, les discriminations et la ségrégation raciale s'inscrivent dans presque tous les domaines de la vie : écoles, églises, logements, emplois, toilettes, hôtels, restaurants, hôpitaux, prisons, morgues, cimetières, etc. L'image du Ku Klux Klan est popularisée à la suite du film *The Birth of a Nation*<sup>21</sup>, premier blockbuster américain, réalisé en 1915, qui fait explicitement l'apologie de l'organisation raciste. Les lynchages se multiplient<sup>22</sup> et l'été 1919, qui sera par la suite surnommé *The Red Summer* (L'été rouge), est particulièrement violent.

19. Keeanga-Yamahtta Taylor, *Black Lives Matter, Le renouveau de la révolte noire américaine*, trad. Celia Izoard, Marseille, Agone, 2017.

20. Les lois Jim Crow sont mises en place dans les États du Sud à partir de 1877 pour contrer les acquisitions de droits constitutionnels pour les Noir-es, elles sont notamment à l'origine de la ségrégation.

21. À ne pas confondre avec le film éponyme de Nate Parker cité plus haut.

22. Sur la période qui va de 1915 à 1935, l'université de Tuskegee en décompte 726.

Son point culminant est le massacre d'Elaine, où plus de deux cents Africains-Américains sont abattus par des milices blanches, à la suite de tentatives d'organisation de métayers noirs. Face à ces lois et aux lynchages, W. E. B. Du Bois et William Monroe Trotter fondent le Niagara Movement en 1905 qui devient quelques années plus tard la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP).

## En route vers les droits civiques

Les mouvements de libération noire sont à un carrefour. Les messages d'égalité sociale et de solidarité interracial de la part de syndicats comme Industrial Workers of the World (IWW) ou des partis socialistes et communistes gagnent en popularité dans la population laborieuse noire. Le contexte est explosif. En 1919, une grève générale conduite par les dockers éclate à Seattle : soixante-cinq mille ouvriers prennent le contrôle de la ville pendant plus d'une semaine. La NAACP et l'United Negro Improvement Association (UNIA) de Marcus Garvey défendent les idées panafricaines mais agissent concrètement de manières très différentes. Quand la NAACP adopte clairement une visée intégrationniste et plaide pour une meilleure représentation et participation des personnes noires à la vie politique et économique du pays, Garvey prône un retour vers l'Afrique en vue de former des nations noires indépendantes et de chasser les colons européens. Des millions de Noir-es, surtout les plus pauvres, sont séduit-es par Garvey. Le terrain culturel est aussi investi et des artistes commencent à valoriser l'identité noire américaine et souhaitent libérer la conscience qu'ont les Afro-Américain-es d'elles et d'eux-mêmes, en dehors du regard des Blancs, via notamment « La Renaissance de Harlem<sup>23</sup> » et le jazz.

Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le milieu des années 1950, les organisations noires, le NAACP en tête,

23. Mouvement culturel afro-américain pendant l'entre-deux-guerres dont le foyer est le quartier new-yorkais de Harlem.

se concentrent sur l'action judiciaire et le lobbying en direction du gouvernement et des municipalités. Dès 1944, la Cour Suprême rend plusieurs avis jugeant la ségrégation inconstitutionnelle dans le logement, le transport et l'éducation. Cette série de décisions historiques, dont le fameux *Brown contre le Bureau de l'Éducation* en 1954, couplée à la montée en puissance d'organisations noires et au refus des États et des villes du Sud de céder du terrain, donne le départ d'un mouvement de grande ampleur contre la ségrégation.

Dans les années cinquante, le mouvement des droits civiques devient un véritable raz de marée, porté par des organisations noires majeures comme la NAACP, le CORE, le SCLC et le SNCC<sup>24</sup>. Le mouvement s'incarne dans de larges coalitions interraciales avec la participation de religieux et d'étudiants ayant une sensibilité de gauche. Elles ont en ligne de mire l'égalité juridique entre personnes blanches et noires et dénoncent la situation des Noirs du Sud. Des actions collectives d'inscription sur les listes électorales sont menées. Des écoles gratuites sont mises en place dans les zones rurales avec des cours d'éducation politique et des *sit-in* sont effectués contre les commerces qui pratiquent la ségrégation raciale. Des campagnes massives de boycott contre les transports qui pratiquent la ségrégation sont aussi réalisées, comme à Montgomery en 1955, quand Claudette Colvin et à sa suite Rosa Parks se font arrêter pour avoir refusé de céder leur place dans un bus. Le mot d'ordre de la désobéissance civile s'impose, et la non-violence marque les stratégies mais aussi l'idéologie du mouvement. Martin Luther King en est le fervent défenseur. Les militants n'hésitent pas à aller manifester dans des villes du Sud où ils savent pertinemment qu'ils vont se faire molester par les polices locales. La stratégie adoptée est celle d'une mobilisation de l'opinion publique par la visi-

24. National Association for the Advancement of Colored People (Association nationale pour la promotion des gens de couleur) fondée en 1909; Congress of Racial Equality (Congrès de l'égalité raciale), créé en 1942; Southern Christian Leadership Conference (Conférence du leadership chrétien du Sud) est fondée en 1957, son premier président est Martin Luther King; Student Nonviolent Coordinating Committee (Comité non-violent de coordination étudiante), fondé en 1960.

bilisation de la répression, destinée à forcer les gouvernants à se positionner.

L'opposition de la police et des suprémacistes à la déségrégation est immédiate et violente. Des *Freedom rides*<sup>25</sup> sont attaquées par des foules hostiles tandis que des bombes sont placées dans des églises noires. Une nouvelle vague de terreur blanche déferle sur ceux qui soutiennent le démantèlement de Jim Crow. Les manifestant·es affrontent lances à incendie, bergers allemands, forces de police, cocktails Molotov et lynchages par des foules racistes... Des conseils citoyens se forment dans toutes les villes du Sud pour le maintien de la ségrégation. Le KKK réaffirme son statut terroriste : castrations, meurtres, incendies de maisons et d'églises fréquentées par des Noir·es ; des leaders du NAACP sont fouettés et assassinés. De nouvelles lois ségrégationnistes sont votées.

Malgré tous leurs efforts, les suprémacistes sont en train de perdre le combat politique. Les lois empêchent dorénavant d'invoquer la race explicitement, et les mentalités ont changé : il leur faut adopter maintenant l'argument du *law and order* plutôt que celui du *segregation forever*<sup>26</sup>.

La rhétorique du *law and order* est employée pour la première fois à la fin des années cinquante, lorsque les gouverneurs des États du Sud, appuyés par la police, essaient de mobiliser la population blanche contre les militant·es des droits civiques. Ils qualifient leurs actions de délictueuses et prétendent que le mouvement va entraîner un effondrement de la loi et de l'ordre moral. Pendant dix ans, jusqu'à la fin des années soixante, les conservateurs vont systématiquement faire cette association. Les manifestations sont criminalisées,

25. Littéralement les «voyages de la liberté». Ce sont des bus interétatiques mixtes qui parcourent les États du Sud et donc violent les lois *Jim Crow*. Soudés par des liens d'amitié et de solidarité face aux risques qu'ils et elles prennent, les participant·es à ces voyages parlent de ces groupes comme de «*beloved communities*» (des communautés adorées). Sachant la violence de l'accueil qui va leur être réservé, certain·es écrivent leur testament avant de partir. Le documentaire *Freedom riders*, réalisé par Stanley Nelson en 2010, raconte leur combat.

26. Respectivement «la loi et l'ordre» et «la ségrégation pour toujours».

et dans le même geste, dépolitisées. Les quelques cent cinquante-neuf émeutes qui éclatent face aux brutalités policières dans plusieurs villes durant ces années là comme à Watts (Los Angeles), Detroit, Newark, New York, Boston, Buffalo ou Cincinnati sont utilisées comme nouvelle preuve de la criminalité des Noirs. L'articulation entre crime et race est en train de se mettre en place. Cette rhétorique ne va cesser de se déployer et trouve des prolongements jusqu'à Trump, qui appelait en toute logique à « la loi et à l'ordre » face aux manifestations George Floyd à l'été 2020.

Le *Civil Rights Act* de 1964 et le *Voting Rights Act* de 1965 finissent d'abattre sur le papier la ségrégation légale, dans les domaines du logement, de l'emploi, du vote et de l'éducation. Ces lois n'ont pas mis fin à l'existence des ghettos et du racisme, qui se retrouve dans toute la structure de la société, dans la pauvreté organisée, dans les difficultés de tous les jours pour pouvoir se loger, étudier, travailler ou accéder aux soins.

## Black Power

C'est à partir de cette analyse et d'un désaccord profond avec les stratégies réformistes que, dès le milieu des années soixante, d'autres voix se font entendre. Le mouvement Black Power<sup>27</sup> prend de l'ampleur, dans le sillage de l'assassinat en 1965 de l'un de ses représentants, Malcom X, et de l'embrassement du *Long, hot summer*<sup>28</sup>.

*Les révoltes qui s'étendirent dans tout le pays en 1967 marquèrent un tournant aux États-Unis. Après la révolte du quartier de Watts à Los Angeles en 1965, la philosophie de la non-violence de Martin Luther King fut rejetée*

27. Voir le documentaire disponible en ligne *The Black Power Mixtape* de Göran Olsson, 2011.

28. L'été long et chaud fait référence à l'été 1967 où des émeutes ont éclaté dans plusieurs grandes villes des États-Unis.

à mesure que les Noirs américains comprenaient, en un sens fanonien, qu'on ne pouvait parler à la structure du pouvoir que « dans le seul langage qu'elle comprenait – par le feu<sup>29</sup>. »

Plusieurs groupes politiques, comme le SNCC, délaissent l'activisme réformiste, centré sur la conquête de l'égalité des droits et l'élévation sociale par le travail. Ces activistes ne veulent pas créer une nouvelle petite élite noire. Si les réformes n'ont pas suffi, il faut une révolution. Le Black Panther Party<sup>30</sup> (BPP) est créé en 1966 à Oakland, et les thèses de Frantz Fanon – *Les Damnés de la Terre* est alors traduit et largement distribué aux États-Unis – irriguent la pensée révolutionnaire de l'époque : réappropriation et légitimation de la violence, conception du lumpenprolétariat comme force révolutionnaire et importance du soin à apporter aux siens, aux communautés<sup>31</sup>.

Le BPP s'allie avec d'autres groupes comme les Young Lords ou l'Américan Indian Movement<sup>32</sup>. Le contexte est celui de la guerre du Vietnam et de la décolonisation : les mots d'ordre des organisations politiques radicales sont « se mettre au service du peuple » et « *bring war home* » (Ramenner la guerre chez nous), créer un front intérieur pour soutenir les guerres anti-impérialistes à l'extérieur et s'attaquer à la société étasunienne. Les campus universitaires sont en

29. Nigel C. Gibson, « Pratiques fanoniennes. Aventures des traductions anglaises des *Damnés de la terre*: des États-Unis à l'Afrique du Sud », in *Cahiers philosophiques*, n° 138, 2014, p. 16.

30. Plusieurs documentaires retracent une partie de l'histoire du Black Panther Party dont *Black Panthers* d'Agnès Varda (1968), *The Murder of Fred Hampton* (1971) de Mike Gray et Howard Alk, ou encore *Black Panthers: prémices d'une révolution* (2015) de Stanley Nelson.

31. Nigel C. Gibson, *op.cit.*, « *Les Damnés de la terre*, se souvient Kathleen Cleaver, devint une lecture indispensable des révolutionnaires noirs aux États-Unis, influençant profondément leur pensée. L'analyse de Fanon semblait expliquer et justifier la violence spontanée qui ravageait le pays, et reliait les insurrections naissantes à l'émergence d'un mouvement révolutionnaire. »

32. Voir le texte suivant « Héritages du *Black Power* ».

ébullition et des groupes révolutionnaires émergent comme les Weather Underground<sup>33</sup>.

## L'incarcération de masse : un nouveau Jim Crow

La réaction de l'Amérique conservatrice contre les droits civiques n'a pas réussi à éviter le démantèlement du système Jim Crow. Mais l'assimilation entre délinquance et population noire est bien ancrée dans les esprits et constitue le socle du nouveau système de contrôle des personnes noires. Elle s'actualise dans la « guerre contre la drogue » lancée par Nixon en 1971. Cette politique est conçue pour déstructurer les mouvements de protestation contre la guerre et les quartiers noirs<sup>34</sup>. Reagan lui emboîte le pas lors de sa campagne de 1980, se dressant comme pourfendeur du crime et des aides sociales. Il montre du doigt la *welfare queen* (la « reine des allocations », stéréotype de la mère noire du ghetto) et les « criminels prédateurs » (les jeunes hommes noirs appartenant à des gangs). Les législations antidrogue sont considérablement durcies et on peut être condamné à cinq ans de prison pour simple possession de crack, ou bien être expulsé de son logement social pour consommation de drogue<sup>35</sup>. L'administration Reagan procède à des coupes dans les programmes sociaux (santé, logements, allocations, etc.). La conséquence est une recrudescence de la pauvreté et l'apparition d'une vaste population de sans-abri. Des centaines de petits hôpitaux de proximité ferment faute de budget.

33. Groupe clandestin d'extrême gauche qui a mené plusieurs actions de propagande par le fait, ils posent une vingtaine de bombes, notamment au palais de justice de Marin, en Californie, en soutien à Jonathan Jackson et Angela Davis, incarcérés à ce moment-là, ou devant des bâtiments militaires pour contester la Guerre du Vietnam. Un de leur but est de desserrer l'étau de la répression à l'encontre du BPP et d'autres groupes révolutionnaires.

34. La construction de cette politique est abordée dans le texte de la partie III de cet ouvrage, « Généalogie de la police américaine ».

35. En France, la loi Egalité et Citoyenneté de 2017, qui prévoyait la résiliation du bail en cas de condamnation pour stupéfiants a été censurée par le conseil constitutionnel, mais le débat revient régulièrement dans les médias.

En 1994, l'administration Clinton adopte une série de lois comme « la loi sur le crime » qui crée des dizaines de nouveaux crimes passibles de peine capitale et rend automatique la perpétuité pour certains récidivistes. Dans la foulée, le gouvernement Clinton attribue seize milliards de dollars aux prisons ainsi qu'aux services de police.

Les coups portés aux programmes sociaux ainsi que les budgets fédéraux distribués aux polices locales s'engageant à faire de la « guerre à la drogue » leur priorité font rapidement exploser la population carcérale: elle passe de deux cent cinquante mille détenus en 1970 à plus de deux millions trois cent mille aujourd'hui (et quatre millions et demi de personnes en probation). Les États-Unis deviennent ainsi le pays qui incarcère le plus sur la planète. Et cette incarcération est évidemment loin d'être *colorblind* (indifférente à la couleur de peau). Les hommes noirs ont six fois plus de risques d'aller en prison que les hommes blancs, et un homme noir sur neuf, entre 20 et 35 ans, est incarcéré. Dans certains quartiers, quatre jeunes hommes noirs sur cinq vont en prison durant leur jeunesse. Les femmes noires ont quant à elle deux fois plus de risque d'aller en prison que les femmes blanches. Il y a plus d'Américain-es noir-es derrière les barreaux et en aménagement de peine aujourd'hui que d'esclaves en 1850. D'où le slogan qui apparaît dans les années 1970: « les prisons sont les nouvelles plantations ».

Cette incarcération massive a des effets bien au-delà des murs des prisons. Elle éclate et désorganise complètement les familles: quand un membre de la famille est emprisonné, certaines sources de revenus disparaissent, il faut souvent faire de longs trajets pour aller le voir en prison. Un peu comme au temps de l'esclavage, quand les familles d'esclaves étaient dispersées au gré des ventes... Ensuite, très pratiquement, le fait d'avoir un casier judiciaire fonctionne comme une forme de bannissement social. Certains emplois ne sont plus accessibles, les aides sociales et le droit de vote disparaissent, et les anciens détenus peuvent aussi être exclus des logements sociaux.

Quand on est passé par la case prison, on devient un citoyen de seconde zone pour le reste de sa vie. «Aujourd'hui, un criminel est moins respecté qu'un homme noir pendant Jim Crow en Alabama, et une vie en taule pour drogue est probablement moins désirable que vivre près des siens même dans la pauvreté et sous la menace du Ku Klux Klan<sup>36</sup>», juge Michelle Alexander. Elle analyse ces discriminations légalisées comme la continuité du système Jim Crow adapté aux exigences du climat politique contemporain.

À partir des années quatre-vingt, on célèbre une Amérique post-raciale, et on loue le *colorblind* de ses institutions<sup>37</sup>. S'il y a des vedettes noires à la télé, dans le sport, au cinéma, dans la musique, c'est bien que la couleur de peau n'est plus un obstacle! Les luttes de libération afro-américaines n'auraient plus de raisons d'être, si ce n'est traquer devant les tribunaux les vestiges d'un racisme résiduel.

Des émeutes contre les crimes policiers se produisent sporadiquement, dont la plus mémorable est sans doute celle de 1992 à Los Angeles<sup>38</sup>, après l'acquittement des policiers qui avaient tabassé Rodney King un an plus tôt. Ces violentes émeutes durent plusieurs jours, donnent lieu à de nombreux pillages, font soixante-trois morts et conduisent à l'arrestation de douze mille personnes.

## L'abolitionnisme aujourd'hui

La fin de l'esclavage a nécessité rien de moins qu'une guerre civile. La fin de la ségrégation légale a été obtenue par des luttes massives dans les rues et devant les tribunaux. Et maintenant ?

La lutte contre l'incarcération de masse prend forme dans un mouvement abolitionniste à partir des années soixante-dix,

36. Michelle Alexander, *op. cit.*

37. Le même genre de discours pouvait se tenir sur la fin du féminisme et l'égalité-déjà-là avant que #MeToo ne vienne quelque peu remettre les pendules à l'heure.

38. Voir le documentaire *LA92* réalisé par T.J. Martin et Daniel Lindsay en 2017.

notamment avec la publication en 1976 de la revue *Instead Of Prisons* (À la place des prisons). Cette dernière propose une stratégie en trois axes pour lutter contre les prisons : premièrement, stopper l'augmentation du nombre de prisons ; deuxièmement, sortir le plus possible de prisonnier-es des taules ; troisièmement, empêcher le plus possible de personnes de se faire emprisonner. Le tout en promouvant des solutions communautaires aux conflits. Cette stratégie continue d'irriguer le mouvement abolitionniste jusqu'à aujourd'hui.

Comme pour les luttes pour l'abolition de l'esclavage, les quakers sont à l'avant-garde. Fay Honey Knopp, féministe quaker, a coordonné l'édition de cette revue. Le Quakers Comitee on Jail and Justice (comité quaker sur la justice et la prison) s'est prononcé depuis le Canada pour l'abolition des prisons dans les années quatre-vingt, sous l'impulsion de la quaker Ruth Morris, et a participé au lancement d'une série de conférences internationales pour la fermeture des lieux d'enfermement. Intitulées « *International Conferences on Prison Abolitionism* » (conférence internationale pour l'abolition des prisons), elles deviendront lors de l'édition suivante « *International Conferences on Penal Abolitionism* » (conférence internationale pour l'abolition du système pénal). Le mot d'ordre d'abolition s'est élargi à tout le système pénal devant le constat que l'introduction d'alternatives à l'emprisonnement (bracelets électroniques, travaux d'intérêt général par exemple) ne faisait en réalité qu'étendre le filet pénal. Ces conférences entendent construire un mouvement international et ont lieu tous les deux ans, sur un continent différent à chaque fois.

À la fin des années quatre-vingt-dix, la lutte contre l'incarcération de masse trouve un nouvel élan grâce à la fondation, en 1997, de l'organisation Critical Resistance. Les figures de proue sont pour beaucoup des femmes noires. Angela Davis, ancienne militante au BPP, et Ruth Wilson Gilmore participent avec cette organisation à créer le concept de CIC, complexe industrialo-carcéral (Prison Industrial Complex, PIC en anglais) pour penser l'expansion et la normalisation de la détention.

Le CIC définit « les intérêts superposés du gouvernement et de l'industrie qui utilisent la surveillance, le maintien de l'ordre et l'emprisonnement comme solutions aux problèmes économiques, sociaux et politiques », d'après la définition qu'en donne Critical Resistance. Ce concept désigne le vaste réseau de prisons privées et publiques, de pénitenciers, de centres pour mineurs et pour sans-papiers et toutes autres activités en lien avec l'industrie carcérale (la fabrication de bracelets électroniques, la livraison de repas ou les services téléphoniques en prison, etc.). Ce secteur emploie un million de personnes et brasse chaque année des dizaines de milliards de dollars. Certaines sociétés construisent les prisons, les gèrent, et passent des contrats avec les États qui contiennent des « clauses d'occupation » entre 80 et 90 % de leurs établissements. S'il y a trop peu de prisonniers enfermés, les États doivent payer des pénalités aux entreprises. Par ailleurs, certaines entreprises pénitentiaires ont favorisé, et parfois même contribué à rédiger, des lois favorisant la détention, comme les *Three-strikes laws*<sup>39</sup> et les *Truth-in-sentencing laws*<sup>40</sup>. Une fois sous les verrous, tous les services sont payants (manger, téléphoner, écrire un e-mail à ses proches<sup>41</sup>) et on assiste à une mise au travail généralisée des condamnés. Les prisonniers fournissent en effet une main-d'œuvre quasiment gratuite, exploitée par

39. La *Three-strikes law* (loi des trois prises) contraint les juges à prononcer des peines de prison à perpétuité à l'encontre d'un prévenu condamné pour la troisième fois. L'application de cette loi peut exclure certaines personnes de la société pendant de très longues périodes (la libération conditionnelle étant parfois impossible), conformément à la théorie dite de *selective incapacitation* (mise hors d'état de nuire sélective), selon laquelle un faible nombre de personnes ayant maille à partir avec la justice serait responsable de la très grande majorité des crimes et délits. Ces lois ne visent pas spécialement des crimes graves, mais plus prosaïquement des vols ou des cambriolages, la simple possession de drogue, même minime. Des cas de condamnations délirantes ont été rapportés comme une condamnation à vingt-cinq ans de prison pour le vol d'une part de pizza. Par définition, ces lois abandonnent toute volonté de réinsertion ou de réhabilitation.

40. « Vérité dans la détermination de la peine », elle a pour but d'empêcher des remises de peines et d'imposer à l'inverse des peines incompressibles.

41. Gwenola Ricordeau raconte comment l'entreprise Jpay, grâce à son implantation dans les prisons, génère plus de soixante millions de dollars de profit par an et vend des services de messagerie mail et de transfert d'argent. Voir *Pour elles toutes, femmes contre la prison*, Lux, 2019, p. 134.

de nombreuses entreprises étasunienne, sous les auspices du « capitalisme carcéral », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Jackie Wang. Elle décrit précisément dans ce livre les logiques qui sous-tendent l'incarcération des plus pauvres, et notamment des personnes endettées incapables de payer leurs amendes : « En somme, on enferme les pauvres dans un cycle de dette et d'incarcération qui affecte leur existence en profondeur<sup>42</sup> ». Ce sont par exemple des détenus, payés un dollar de l'heure, qui sont intervenus au côté de pompiers lors des incendies ravageurs en Californie ces dernières années. Pas étonnant que lors d'une grève nationale en août 2018, les prisonniers aient demandé « la fin de l'esclavage » en prison...

Cette analyse de la structuration de la société moderne par des logiques sécuritaires et raciales héritées du passé, mène la lutte abolitionniste à ne plus se retrindre aux seules prisons, ni seulement au système pénal (police-justice-prison), mais à s'attaquer à l'ensemble du système industriel, gouvernemental et économique parcequ'il permet le contrôle et l'exploitation des populations.

Le mot d'ordre « Abolir la police » est riche de toute cette histoire.

42. Jackie Wang, *Capitalisme carcéral*, Divergences, 2019, p. 147.



## HÉRITAGES DU BLACK POWER

Il est des périodes de suspension du temps, où le passé rencontre le présent. Les initiatives abolitionnistes d'aujourd'hui et les révoltes de l'année 2020 dialoguent avec d'autres époques révolutionnaires. Certains groupes en font mention explicitement : dans leur manifeste « Burn Down The American Plantation » (Réduire en cendres les plantations américaines), le Revolutionary Abolitionist Movement<sup>43</sup> prône la création d'un réseau d'entraide sur le modèle de l'*Underground Railroad* pour venir en aide aux personnes en cavale et à celles sans-papiers traquées par les services de l'immigration et les douanes<sup>44</sup>. Ce groupe politique a également participé à l'organisation de la solidarité pour les inculpés du mouvement George Floyd à travers le Jail Mutual Aid Fund (le fonds d'entraide aux prisonnières). Il encourage enfin « les communautés noires, indigènes, musulmanes, immigrées et homosexuelles » à créer des groupes d'autodéfense contre les groupes fascistes et la police, à l'instar des patrouilles des Black Panthers dans les années soixante-dix. D'autres filiations sont encore plus explicites : comme dit précédemment, Angela Davis, engagée dans le parti des Black Panthers et incarcérée à la suite d'une prise d'otages dans un tribunal<sup>45</sup> en 1970,

43. On peut lire les textes du Mouvement Abolitionniste Révolutionnaire sur leur site internet [revolutionaryabolition.org](http://revolutionaryabolition.org).

44. L'ICE aux États-Unis, pour Immigration and Custom's Enforcement (police des douanes et des frontières).

45. Le 7 août 1970, Jonathan Jackson pénètre dans un tribunal de Californie. C'est le frère du célèbre militant George Jackson, mis en cause dans la mort d'un gardien de prison, ayant tué un détenu. Jonathan, avec l'aide de détenus présent au tribunal, prend en otage le juge, le procureur et trois jurées. Lui, le juge et deux détenus sont tués, une jurée blessée, alors qu'ils s'enfuient en camionnette. Angela Davis, accusée d'avoir acheté les armes de l'attaque, est arrêtée après deux semaines de cavale et détenue pendant plus de seize mois. Menacée de la peine de mort, elle est finalement acquittée.

participe en 1997 à la création, avec Ruth Wilson Gilmore et Rose Braz d'une des principales organisations de l'abolitionnisme pénal contemporain : Critical Resistance. L'héritage du Black Power éclaire les pratiques et les idées du mouvement abolitionniste contemporain.

Dans les années soixante et soixante-dix, la vague révolutionnaire qui se déploie à l'échelle mondiale secoue les États-Unis : elle se compose notamment des mouvements contre la guerre et contre-culturels, ou encore des luttes féministes, noires, indigènes et ouvrières. Les mouvements radicaux noirs, latinos et natifs américains s'inspirent largement des luttes pour la décolonisation et de libération nationale qui éclatent en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. La guerre au Vietnam (1955-1975) est à ce titre un vecteur de politisation majeur sur le sol étasunien. L'émergence du mot d'ordre « *Black Power* », le « Pouvoir Noir », s'inscrit dans ce contexte.

Popularisé par le militant Stokely Carmichael<sup>46</sup> en 1966, ce puissant mot d'ordre se fait entendre un an après les émeutes de Watts<sup>47</sup>. Cette expression rend compte de la nécessité politique d'auto-organisation des communautés noires, affranchie du regard et du pouvoir blancs. Il prône l'autodétermination et le développement d'une culture noire, allant du refus des normes esthétiques anglo-saxonnes (par exemple, en assumant des « coupes afro »), à la valorisation d'une identité, jusque-là dénigrée, avec le slogan « *Black is beautiful* », en passant par la reconnaissance de spiritualités d'origine africaine. De nombreux groupes, tous marqués par une approche

46. Stokely Carmichael fut dirigeant du SNCC, puis ministre du Black Panther Party, et enfin, dirigeant du A-APRP, All African People's Revolutionary Party (Parti révolutionnaire de tous les peuples africains). Partant du Mouvement des droits civiques, sa radicalisation progressive suit la trajectoire du mouvement noir de l'époque.

47. En août 1965, à Watts, quartier de Los Angeles, suite à une scène de violence lors de l'arrestation de trois Noirs par des policiers blancs, les habitant-es du quartier s'engagent dans cinq jours d'émeutes. Cet épisode aboutit trente-quatre morts (dont vingt-trois civils tués par la police), environs mille blessé-es, trois mille cinq-cent interpellé-es, mille bâtiments attaqués et un slogan entêtant « *burn baby burn* » (« brûle, bébé, brûle »). Watts 1965 est un précurseur des émeutes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

révolutionnaire, composent le mouvement du Black Power. On y trouve la Nation of Islam (NOI) dont Malcom X fut l'un des porte-parole, le SNCC, les Deacons for Defense and Justice, le CORE, le DRUM et surtout les Black Panthers<sup>48</sup>.

Le Black Power marque une rupture avec le mouvement des droits civiques. Les avancées obtenues par celui-ci, principalement sur le plan juridique, n'ont pas répondu à la question sociale que pose le système d'oppression raciale. Après l'abrogation des lois ségrégationnistes *Jim Crow* en 1965, les Noirs vivent toujours pauvres, dans des logements insalubres et sont constamment harcelés par la police. Martin Luther King, à la fin de sa vie, entendait y répondre plus directement, en organisant une manifestation nationale avec des grévistes en direction de la Maison Blanche. Il infléchit lui-même ses positions, en faisant référence à la « non-violence offensive » et au « sabotage non violent », avant d'être assassiné en 1968<sup>49</sup>. La stratégie de désobéissance civile non violente est alors en train de perdre du terrain. Le Black Power entend proposer une autre stratégie: « Il n'y a qu'une seule manière d'empêcher les Blancs de nous brimer, c'est de prendre nos affaires en main. Cela fait six ans que nous disons « Liberté » et nous n'avons rien obtenu. Ce que nous dirons à partir de maintenant, c'est *Black Power*<sup>50</sup>. »

Le leader Malcom X, également assassiné (en 1965), balaye d'un revers de main l'adage chrétien de la non-violence:

48. La Nation of l'islam est une organisation politico-religieuse hétérodoxe, établie en 1930 à Détroit. Le SNCC est historiquement plus proche du mouvement des droits civiques, mais progressivement remet en cause ses modes d'actions pacifistes et assume une organisation entre militant-es noir-es. Les « Diacres pour la défense et la justice » est un groupe fondé en 1964 en Louisiane, notamment par des vétérans noirs de la Seconde Guerre Mondiale, pour assurer la défense en armes des militants des droits civiques. Le Congress Of Racial Equality (le Congrès de l'Égalité Raciale), fondé en 1942 à Chicago, a vu ses militants prendre part au *Freedom Rides* contre la ségrégation dans les États du Sud. Le Dodge Revolutionary Union Movement (Mouvement syndical révolutionnaire de Dodge) est une organisation créée en 1968 lors d'une grève spontanée dans les usines du constructeur automobile.

49. Voir Ahmed Shawki, *Black and Red, Les mouvements noirs et la gauche américaine, 1850-2010*, Syllepse, 2012, p. 221-223.

50. Sitkoff Harvard, *The Struggle for Black Equality*, New York, Hill & Wang, 1993, p. 199, cité dans Ahmed Shawki, *Black and Red, op. cit.*, p. 211.



« Il n'y a pas de révolution pacifique. Il n'y a pas de révolution où on tend l'autre joue. Une révolution non violente n'existe pas<sup>51</sup>. » Ces débats stratégiques sont toujours vivaces aujourd'hui. Le journaliste Yannick Giovanni Marshall reprend en juin 2020, dans une tribune intitulée « Libéraux Noirs, votre temps est écoulé », les mots de la Panther Assata Shakur : « Personne dans le monde, personne dans l'histoire, n'a jamais obtenu sa liberté en faisant appel au sens moral des personnes qui l'opprimaient<sup>52</sup> ».

## Black Panther

Le Black Panther Party for Self-Defense (abrévié en BPP) est fondé en 1966 à Oakland, par Bobby Seale et Huey P. Newton. C'est l'organisation la plus marquante de ce moment révolutionnaire. Elle développe une position marxiste et internationaliste, en s'inspirant autant de Mao, de Che Guevara que de l'IRA ou du FLN algérien. Les Panthers ouvrent des bureaux dans près de soixante-dix villes et comptent, en 1970, des milliers de membres. Leur conception de la révolution implique de rassembler tous les groupes raciaux opprimés. Pour cela, ils s'allient à différentes formations politiques, dont les Young Lords, l'American Indian Movement (AIM) et la Young Patriots Organization, formant ainsi la Rainbow Coalition (la Coalition arc-en-ciel) à Chicago<sup>53</sup> :

*[...] il n'y aura pas de révolution ou de libération noire aux États-Unis aussi longtemps que les révolutionnaires noirs, blancs, mexicains,*

51. Malcom X, *Malcom X Speaks: Selected Speeches and Statements*, New York, Grove Weidenfeld, 1966, p. 9-10.

52. Yannick Giovanni Marshall, « Black Liberal, Your Time is up », Al Jazeera, 6 juin 2020.

53. Les Young Lords sont un groupe de révolutionnaires portoricain-es, qui construisent des alternatives communautaires et anticapitalistes. Voir Claire Richard, *Young Lords, histoire des Black Panthers Latinos (1969-1976)*, L'Echappée, 2017. L'AIM est un groupe créé en 1968 à Minneapolis pour lutter contre les agissements policiers à l'encontre des Natifs Américains. Les Patriots, Blancs originaires du sud du pays, forment un groupe politique luttant contre les discriminations et la pauvreté des immigrés blancs du Sud dans la région des Appalaches.

*portoricains, indiens, chinois et esquimaux ne voudront pas, ou ne sauront pas, s'unir au sein d'un dispositif fonctionnel en mesure de faire face à la situation. [...] Si nous en sommes là, et il est peut-être trop tard car les forces de la contre-révolution déferlent sur le monde, c'est précisément parce que par le passé le peuple s'est uni sur des bases perpétuant la division entre les races et ignorant les principes et les analyses révolutionnaires*<sup>54</sup>.

## Black Feminism

Les Black Panthers sont composés d'une majorité de femmes. À l'intérieur du parti, les militantes manient les armes et luttent pour ne pas être cantonnées à s'occuper des petits-déjeuners pour les enfants. Parmi elles, on peut mentionner Assata Shakur, condamnée pour meurtre après avoir participé à une fusillade où un policier est tué. Elle écrit sur la situation des femmes noires incarcérées. Elle s'évade ensuite en direction de Cuba, terre d'exil de nombreuses Panthers. D'autres femmes deviennent des figures des Black Panthers, Tarika Matilaba, dessinatrice, artiste et musicienne, une des premières membres du BPP où elle entre à 16 ans, ou encore Kathleen Cleaver, en charge de la communication du parti.

Même si les Panthers sont une organisation moins sexiste que d'autres – raison pour laquelle Assata Shakur aurait choisi de la rejoindre – elle véhicule un type particulier de virilisme, soutenu par la nécessité d'affirmer des masculinités noires puissantes. À ce sujet, Michelle Wallace, militante féministe proche du BPP pointe le sexisme de l'organisation :

*Il m'a fallu trois ans pour comprendre que Stokely Carmichael était sérieux quand il disait*

54. Extrait d'une lettre d'Elridge Cleaver à Stokely Carmichael, citée dans Ahmed Shawkī, *op.cit.*, page 232.

*que ma position dans le mouvement était « couchée », trois ans pour réaliser que je n'étais pas incluse dans les innombrables discours invoquant « l'homme Noir ». [...] Non, je ne devais pas me maquiller, mais oui, je devais porter des jupes longues qui m'empêchaient quasiment de marcher. [...] Non, je ne devais pas flirter avec les hommes blancs et avaler leurs conneries, mais oui, je devais coucher avec les hommes Noirs et avaler leurs conneries sans broncher. [...]*

*Au cours d'un « atelier de prise de conscience », j'appris que les femmes Noires (moi comprise) s'étaient conduites de manière odieuse pour tenter de détruire la masculinité de l'homme Noir. On m'expliqua que nous l'avions castrée. [...]*

*Le message du mouvement Noir était que j'étais sous surveillance, que je devais faire mes preuves en tant que femme Noire. Au moindre signe d'agressivité, d'intelligence ou d'indépendance, on me refuserait jusqu'au seul rôle qui m'était encore accessible : être la « femme de mon homme », la gardienne du foyer, des enfants et des diffuseurs d'encens<sup>55</sup>.*

Comme Michelle Wallace, Elaine Brown, dirigeante du BPP entre 1974 et 1977, nommée par Huey P. Newton lors de son départ en cavale à Cuba, rapporte comment la présence des femmes dans le mouvement était considérée : au mieux, sans intérêt ; au pire, comme un affront, lorsqu'elles faisaient part d'une quelconque velléité de pouvoir<sup>56</sup>. Progressivement, des féministes noires formulent la nécessité qu'une

55. Michelle Wallace, « Une féministe Noire en quête de sororité » dans Elsa Dorlin (dir.), *Black Feminism, anthologie du féminisme africain-américain (1975-2000)*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 47-49.

56. Voir sa biographie, Elaine Brown, *A taste of Power, a Black Woman's Story*, New York, Pantheon Books, 1992.

révolution socialiste et antiraciste soit également féministe. Certaines font référence au mouvement d'abolition de l'esclavage. Le Combahee River Collective (1974-1980) se nomme ainsi en mémoire de la rivière par laquelle sept cent cinquante esclaves prirent leur liberté, le 2 juin 1863, lors d'un raid mené par l'ancienne esclave Harriet Tubman. La jonction entre socialisme, antiracisme et féminisme se fait aussi dans les termes marxistes de Angela Davis qui, avec *Femme, race, classe*<sup>57</sup>, porte une critique radicale de la tradition féministe bourgeoise et blanche. Nul doute que la compréhension intersectionnelle des mouvements abolitionnistes actuels et la prédominance de militantes noires, féministes, queers et LGBTQ+ à leur tête s'inscrivent dans cette histoire révolutionnaire<sup>58</sup>.

### « Par tous les moyens nécessaires »

Les relations entre les membres de la communauté noire et l'État raciste s'opèrent d'abord par l'intermédiaire des patrouilles de police, qui sillonnent les ghettos et brutalisent la population. Ce n'est donc pas un hasard si c'est précisément contre ces opérations policières que le BPP s'est fondé, prônant sans ambiguïté une autodéfense en armes :

*Le flic blanc est l'instrument que le pouvoir envoie dans nos communautés pour pacifier et contrôler les Noirs. Il n'est donc pas étonnant que les actions menées ces jours-ci soient centrées sur le comportement de ces flics blancs qu'on envoie patrouiller dans nos communautés huit heures par jour. Mais les Noirs vivent dans ces communautés 24h/24. Il est donc temps que les Noirs agissent en vue de*

57. Angela Davis, *Women, Race and Class*, publication originale en 1981, traduit en français sous le titre *Femme, race, classe*, Paris, Des femmes, 2020 [1983].

58. Voir le livre *Abolition. Feminism. Now.* de Angela Davis, Gina Dent, Enrica Meiners et Beth Richie, chez Haymarket Books, qui vient de sortir en juillet 2021.

*libérer nos communautés de cette oppression foncièrement brutale. Le Black Panther Party for Self-Defense a élaboré un programme destiné précisément à affronter cette situation*<sup>59</sup>.

Dès janvier 1967, le parti lance une campagne de *cop-watching* s'inspirant partiellement des Negro Citizen Alert Patrols (Patrouilles d'alerte des citoyens noirs), organisées l'été précédent dans le quartier de Watts à Los Angeles. Ces groupes équipés d'une radio pour pouvoir repérer les interventions policières, pistaient ensuite les équipages avec magnétophones et documents juridiques pour vérifier la légalité des opérations de maintien de l'ordre. Les flics cassaient régulièrement le matériel et dispersaient violemment ces groupes d'alerte citoyens. Les patrouilles du BPP s'arment en conséquence, comme la loi californienne l'autorise. En réponse, l'État de Californie étudie la possibilité de supprimer l'autorisation de port d'arme dans la rue. Au moment du vote, le 2 mai 1967, les Black Panthers convergent en armes devant le bâtiment du Capitole situé à Sacramento, capitale de l'État. Même s'ils n'empêchent pas le vote, leur popularité explose dans tout le pays.

L'autodéfense ne passe pas que par les armes. Elle s'incarne aussi par les formations juridiques que le parti dispense aux membres de la communauté pour qu'ils et elles puissent connaître leurs droits et faire face au harcèlement policier. Le BPP organise par ailleurs le soutien financier d'un grand nombre de justiciables, notamment pour les cautions, qu'ils soient ou non adhérents du parti. Le programme en dix points du BPP rédigé par Huey P. Newton et Bobby Seale en octobre 1966 intègre ainsi l'enjeu des brutalités policières, et plus largement des persécutions pénales ciblant les communautés.

59. «Des frères noirs armés dans la communauté de Richmond», publié dans le journal *The Black Panther*, 25 avril 1967, traduit et reproduit dans *All power to the people*, par le collectif Angles morts, Paris, Syllepse, 2016, p. 50.

Extrait de la deuxième section du  
« Programme en dix points<sup>60</sup> » des Black Panthers

6. *Nous pensons que les Noirs ne devraient pas être obligés de se battre dans le service militaire pour défendre un gouvernement raciste qui ne nous protège pas. Nous ne lutterons pas et ne tuerons pas d'autres personnes de couleur dans le monde qui, comme les Noirs, sont victimes du gouvernement raciste blanc d'Amérique. Nous nous protégerons de la force et de la violence de la police et de l'armée racistes, par tous les moyens nécessaires.*

7. *Nous pensons que nous pouvons mettre fin à la brutalité policière dans notre communauté noire en organisant des groupes noirs d'auto-défense consacrés à la défense de notre communauté contre l'oppression et la brutalité policière raciste. Le deuxième amendement de la Constitution des États-Unis nous donne le droit de porter des armes. Nous pensons donc que tous les Noirs devraient s'armer pour se défendre.*

8. *Nous pensons que tous les Noirs devraient être libérés des nombreuses prisons, car ils n'ont pas bénéficié d'un procès équitable et impartial.*

9. *Nous pensons que les tribunaux devraient respecter la Constitution des États-Unis afin que les Noirs puissent bénéficier d'un procès équitable. Le 14<sup>e</sup> amendement de la Constitution américaine donne à un homme le droit d'être jugé par ses pairs. Un pair est une personne issue d'un contexte économique, social,*

60. « Ten-point program », programme d'autodéfense du BPP publié en 1966, traduit et reproduit dans *All power to the people*, op. cit., p. 127.

*religieux, géographique, environnemental, historique et racial similaire. Pour ce faire, le tribunal sera obligé de choisir un jury de la communauté noire d'où vient l'accusé noir. Nous avons été et sommes en train d'être jugés par des jurys composés exclusivement de Blancs qui ne comprennent pas « le raisonnement et la mentalité » de la communauté noire. »*

En refusant de rejoindre l'armée, en appelant à porter les armes, en demandant la libération des prisonnier-es et la constitution de jurys communautaires, le BPP fait de plus en plus peur aux gouvernants étasuniens. Le FBI redoute la constitution d'une coalition de groupes noirs, alliés avec les franges de la jeunesse blanche, latina et native. Il craint également l'arrivée d'un nouveau « messie noir » qui, à l'image de Dr. King ou de Malcolm X, unirait les foules. Un programme secret de contre-espionnage et de liquidation, le COINTELPRO<sup>61</sup>, est alors activé contre les Panthers et contre tous ceux désignés comme nationalistes noirs, c'est-à-dire ennemis de la nation blanche<sup>62</sup>.

Dès la fin des années 1960, la répression brutale du mouvement révolutionnaire amène une partie des partisan-es à rejoindre une structure armée parallèle, la Black Liberation Army (BLA). L'Armée de libération noire assure clairement des tactiques de guérilla contre l'appareil sécuritaire étasunien. En plus de braquages pour financer son infrastructure clandestine, la BLA revendique une quarantaine d'actions

61. COINTELPRO (*Counter Intelligence Program*) est un programme de contre-espionnage du FBI de 1956 à 1971, mis en place sous la direction de son directeur J. Edgar Hoover, un anticommuniste notoire, qui avait pour objectif d'enquêter et d'infiltrer les organisations politiques dissidentes aux États-Unis afin de perturber leurs activités et de les affaiblir parfois au prix d'exécutions ciblées.

62. Au total vingt-sept Black Panthers furent ainsi assassiné-es entre 1968 et 1976. En 1969, la police avait conduit plus de treize raids sur des locaux du parti. À la fin de l'année, on estimait que trente Panthers risquaient la peine de mort, quarante la perpétuité, cinquante-cinq des peines de prison allant jusqu'à trente ans, alors que cent cinquante-cinq étaient soit incarcéré-es, soit recherché-es.

armées entre 1971 et 1973, aux cours desquelles une vingtaine de policiers trouvent la mort. Une partie des opérations du groupe sera dirigée au sein des ghettos noirs pour en chasser les proxénètes et les dealers, identifiés comme des relais de la « guerre chimique » orchestrée par le FBI contre les communautés de couleur.

La BLA s'attaque à la police et à sa prétendue nécessité de deux façons : en harcelant la police pour limiter son déploiement comme force d'occupation dans les quartier ; en remettant en cause sa raison d'être dans les communautés, c'est-à-dire en s'attaquant aux dispositions à commettre un crime, qui sont surtout perçues comme les reflets du capitalisme. Ces enjeux sont explicitement développés dans le communiqué *Message au mouvement noir : prise de position depuis le mouvement noir clandestin*<sup>63</sup>. Ce texte rédigé en 1975 par le comité de coordination de la BLA, vise à exposer les fondements politiques du mouvement armé, afin d'en élargir la base de soutien.

#### Extrait de « Message au mouvement noir »

*L'ensemble de la société capitaliste est fondé sur des rapports d'exploitation. Dès lors, la « délinquance » des classes dominées est un reflet des valeurs et des pratiques criminelles de la classe dirigeante. Au sein de la communauté noire, le « prisonnier » ordinaire est exposé et assiégé par ces valeurs profondément criminelles. Nous nous frappons les uns les autres, nous nous volons, nous cambriolons nos appartements, nous vendons de la came pour nous « en sortir » car chacun d'entre nous veut ce que le système a défini comme ayant de la valeur, mais qu'il nous a pourtant interdit d'acquérir de manière « légitime ». De ce point de vue, dans une société qui juge la valeur*

63. Message To The Black Movement: A Political Statement From The Black Underground, par le comité de coordination de la Black Liberation Army, publié en 1975, traduit et reproduit dans *All power to the people*, op. cit., p. 396.

*d'une personne à l'aune de ces possessions matérielles – nous sommes en fait les plus désireux d'être des personnes « de valeur » – la délinquance est essentiellement du capitalisme illégitime. Nous sommes socialisés au sein de cette existence difforme et nous peinons à identifier les causes profondes qui font de notre communauté un refuge pour les dealers, les maquereaux et les arnaqueurs.*

*La réalité de l'expérience noire en Amérique n'a pas eu pour seul effet de nous socialiser pour que nous vivions des vies illégitimes (selon la loi capitaliste). Elle nous a aussi programmés pour tout attendre de ces mêmes institutions, afin qu'elles remédient à notre détresse. Nous demandons plus de policiers dans nos communautés, alors que la police joue un rôle répressif dans le maintien de notre oppression. Nous tolérons et nous glorifions les traîtres et les balances, tandis qu'à l'avenir notre survie dépendra d'idéaux à l'opposé de telles conduites méprisables. Nous demandons des peines de prison plus dures pour ceux que l'on condamne en tant que « criminels », alors que ce sont les prisons qui contribuent à perpétuer des relations sociales destructrices dans notre communauté. Le fait que l'Amérique tout entière soit une prison échappe à la plupart d'entre nous. Cette réalité explique que les Noirs se soient adaptés si facilement au passage de la vie dans la rue à la vie derrière les barreaux.*

*Afin de briser ces chaînes psychologiques propres à la classe de l'esclavage du XX<sup>e</sup> siècle, nous devons construire une culture révolutionnaire. Une culture qui conduise nos esprits*

*hors de l'oppression mais qui nous incite à nous dresser contre les classes et la culture ennemies. La contribution de la Black Liberation Army à l'édification d'une telle culture sera de s'efforcer de créer une tradition de résistance armée à notre oppression et de créer des dispositions mentales sociopsychologiques, à la fois chez les opprimés et les oppresseurs, qui mèneront enfin à notre autodétermination en tant que peuple.*

LA SAISON DE LA LUTTE  
EST NOTRE SAISON!

*La Maison Umoja*

*En 1969, Frankie Brown, dite Queen Mother Falaka Fattah et son mari David Fattah apprennent qu'un de leurs six fils a rejoint un gang. Ils lui proposent alors de revenir chez eux, ainsi que d'accueillir d'autres membres de son groupe. C'est le début de l'histoire d'une petite communauté étonnante. Elle témoigne de la multiplicité d'initiatives de l'époque pour renforcer l'autonomie noire, en constituant une alternative aux chemins de vie qui mènent tout droit au cimetière ou à la prison lorsqu'on est un jeune du ghetto<sup>64</sup>.*

*C'est l'époque du Black is Beautiful et du Black Power. Ces deux mots d'ordre résument bien les missions que se donne la Maison Umoja. D'abord, cultiver la fierté et la solidarité entre jeunes Afro-Américains. Umoja, qui signifie « unité » en langue swahilie<sup>65</sup>, est le premier des sept principes*

64. La description qui suit est tirée d'une série de témoignages publiés dans la revue pionnière de l'abolitionnisme contemporain: *Instead of Prison: A Handbook for Abolitionists*, publiée en 1976 par Prison Research Education Action Programme (PREAP), puis rééditée en 2005 par Critical Resistance. Voir sur le site internet [abolirlapolice.org](http://abolirlapolice.org) la traduction complète des témoignages.

65. Groupe de langues bantoues de l'Afrique de l'Est, officielles notamment au Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie.

*de la fête Kwanzaa, développée en contestation du Noël chrétien, un an après les émeutes de Watts. Son initiateur, l'Afro-Américain Maulana Karenga, prêche une révolution culturelle traditionaliste basée sur l'harmonie de la famille. L'histoire veut que les Fattah laissent la porte d'entrée sans verrou pour que les « frères et sœurs » puissent trouver refuge à toute heure du jour ou de la nuit. Ils y trouvent beaucoup de choses qu'ils n'ont pas ailleurs : un repas et une veste chaude, des cours particuliers de mathématique ou de swahili, des temps de discussions avec les parents en galère ou les petites amies en colère, une réunion tous les vendredis soir pour régler les conflits en cours, de l'aide pour trouver un emploi, une cravate pour un entretien d'embauche ou un avocat pour plaider en sa faveur. « Du groupe d'origine, sept jeunes sont maintenant à l'université, sept ont un travail normal et seulement un est en prison », rappelle Sista Fattah. La Maison Umoja sert aussi de lieu de médiation entre gangs dont les conflits, entre 1964 et 1974, occasionnent au moins trois cents décès, rien que pour l'agglomération de Philadelphie. David Fattah ne cesse de s'engager dans des médiations et, à force de persévérance, il arrive à faire signer à plusieurs dizaines de gangs un traité de paix en 1974 qui fera chuter sensiblement le nombre d'homicides. En quarante ans, environ trois mille jeunes hommes sont passés par la Maison Umoja.*

## Prendre soin de la communauté

Ainsi, se défendre de la police et se passer de l'État raciste ne nécessite rien de moins que la construction d'une culture

révolutionnaire et la constitution de réseaux de solidarité communautaire. L'organisation du BPP offre un support à l'auto-organisation des communautés afro-américaines par l'ouverture d'une myriade de lieux qui constituent de puissants leviers pour lutter contre des conditions de vie dégradées.

L'initiative la plus retentissante est peut-être le Free Breakfast for Children Program (Programme de petits-déjeuners gratuits pour les enfants), lancée à Oakland dès 1968. Elle permet d'offrir un petit-déjeuner à des dizaines de milliers d'enfants, dans une perspective d'éducation politique et de démonstration de puissance. Cette campagne démontre que la communauté est capable de s'occuper des siens. Elle s'étend à une cinquantaine de villes dans les années suivantes. Aussi, le BPP organise des distributions gratuites de vêtements, des cours de politique et d'économie, des leçons d'autodéfense, des trajets vers les prisons pour les membres de la famille des détenus, un programme de soins ambulatoires d'urgence, des programmes pour limiter la dépendance à l'alcool et à d'autres drogues, des services d'accès au droit pour obtenir des logements voire des emplois et des programmes d'aides pour les personnes âgées. Un autre exemple important des réalisations du BPP se trouve dans les projets de rénovation urbaine. Là où certains propriétaires sont introuvables, laissant leur logement en ruine, les locataires décident de ne plus payer le loyer et de mettre cette somme en commun pour financer les travaux.

Les Panthers se penchent aussi sur la question de la santé des habitant·es des ghettos, dont l'accès aux soins est limité. Une première clinique gratuite ouvre à Kansas City en 1969, dix autres suivront les deux années suivantes. Ce sont des dispensaires pour les premiers soins mais aussi des centres de vaccination, de détection de l'anémie, de la tuberculose, de l'intoxication au plomb, et de la drépanocytose, maladie qui touche exclusivement les Afro-Américains et largement oubliée de la recherche médicale. Finalement, plus d'un million de personnes passeront par ces centres de soins autonomes. La santé individuelle n'est pas le seul enjeu de ces cliniques, elles constituent aussi des lieux d'organisation et d'éducation politique et

sont comprises sur un plan plus général de renforcement des communautés. Une des cliniques montées par le BPP, le Carolyn Downs Medical Center à Seattle, est toujours en activité aujourd'hui. Un ancien Panther, Malik Rahim, a également participé à l'ouverture de la clinique Common Ground (Base commune), fondée à La Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina de 2005, suivant le mot d'ordre *Solidarity, not charity* (La solidarité, pas la charité).

Toutes ces interventions entrent directement en résonance avec le mouvement abolitionniste actuel, qui insiste sur le soin à apporter aux communautés, en construisant des ressources gratuites et collectives. Des tumultueuses années soixante jusqu'aujourd'hui, résonne toujours le slogan *Strong Communities Make Police Obsolete*.